

Le désarmement doit rester une priorité

Chronique internationale

Julien Thöni*



On attribue à l'anthropologue Margaret Mead l'idée que la première trace de la civilisation serait un fémur humain ressoudu, preuve de collaboration et de secours mutuels. L'archéologie est hélas surtout riche de vestiges d'êtres humains qui ont péri de la main de leurs congénères. En témoignent ces os dans lequel se sont fichées des pointes en silex néolithiques retrouvés un peu partout, jusqu'à la cuirasse napoléonienne fendue d'un boulet de canon ou à la tranchée des baïonnettes, près de Verdun.

Et pourtant, depuis toujours, les hommes cherchent avant tout des moyens de s'entendre, de s'entraider, de poser les armes, et de travailler ensemble à un avenir meilleur. Notre époque ne fait pas exception, malgré la complexité des questions de sécurité internationale. En qualité de représentant de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement, il m'incombe avec mon équipe de faire valoir les positions de la Suisse dans différentes instances chargées de cette question. Les défis ne manquent pas.

L'agression armée de la Russie contre l'Ukraine et les menaces de recours à l'arme nucléaire sont venues nous rappeler le risque existentiel posé par cette catégorie d'armes. Il faudra aider l'Ukraine à déminer son territoire et protéger par là sa population. La Suisse entend contribuer à cet effort, ayant débloqué une aide conséquente à cet effet. Genève héberge d'ailleurs nombre des acteurs clés du déminage humanitaire. D'autres sont liés à de nouveaux domaines où des conflits se profilent ou aux nouvelles technologies. À notre époque, où les silex sont rares, l'espace et la maîtrise des systèmes d'armes autonomes doivent être au centre de l'attention. L'espace, parce qu'il faut éviter que des conflits armés s'y déroulent, notamment en raison du très grand nombre de satellites essentiels aux activités civiles, y compris la météo et les télécommunications ou les GPS; les systèmes d'armes autonomes, parce qu'il faut les interdire s'ils sont incapables de respecter le

droit international humanitaire ou pourraient s'affranchir de tout contrôle humain. La Suisse, on le sait, est gardienne des Conventions de Genève.

Sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est constituée pour «libérer l'humanité du fléau de la guerre». Pour renforcer la paix et la sécurité, le désarmement est essentiel. La Première Commission de l'Assemblée générale, chargée des questions de désarmement, se réunit à New York ce mois, dans la foulée de la récente publication du Nouvel agenda pour la paix du secrétaire général Guterres. La Suisse salue les perspectives tracées par le secrétaire général, entre autres en matière de désarmement et de prévention des conflits ainsi que les principes qui sont réaffirmés: confiance, solidarité et universalité.

«Le 30 octobre prochain s'ouvrira la Geneva Peace Week.»

En matière de désarmement, si les décisions sont souvent mises sous toit à New York, elles font généralement l'objet d'une intense préparation, d'un suivi et d'une mise en œuvre depuis Genève, qui accueille de nombreux travaux et est un des hauts lieux de négociations sur la promotion de la paix et de la sécurité internationale. C'est donc peut-être de Genève que viendra une nouvelle impulsion pour le désarmement, afin que notre époque reste dans l'histoire comme celle où le dialogue et la coopération ont finalement prévalu sur la force - sur la Terre comme dans l'espace. Le 30 octobre prochain s'ouvrira d'ailleurs la Geneva Peace Week, une semaine de réflexion sur la paix alimentée par une impressionnante série de conférences, débats et autres ateliers, à la Maison de la Paix, dans le quartier des Nations. Celle-ci héberge notamment trois centres cofinancés par la Confédération et qui travaillent depuis des années sur les problématiques de la gouvernance en matière de sécurité, du déminage humanitaire et des politiques de sécurité. [...]

*Ambassadeur, représentant permanent de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement

www.tdg.ch

Israël

● **Gaza pilonnée**

Lire notre couverture du conflit armé entre Israël et la Hamas retranché sur la bande de Gaza. Les humanitaires alertent l'opinion contre la punition collective subie par les Gazaouis de la part d'Israël.



Chauffage

● **Assez de gaz**

Se renseigner sur l'approvisionnement de la Suisse romande en gaz naturel pendant l'hiver qui vient. Le gaz de schiste liquéfié américain et norvégien sauve la mise.



Édition

● **Poirot nouveau**

Comprendre comment la publication de nouvelles enquêtes du détective Hercule Poirot est possible près de cinquante ans après la mort d'Agatha Christie.



Courrier des lecteurs

Mon cœur saigne de toutes parts

Lettre du jour

J'aime les Palestiniens. J'aime les Israéliens. J'aime cette terre qui a enrichi nos histoires et nos spiritualités.

Et mon cœur saigne, il saigne de toutes parts.

Face aux faiseurs de guerres, aux pouvoirs et aux mouvements qui s'opposent de diverses manières et par la violence à la justice et la paix, aux criminels qui pensent pouvoir régler les problèmes en assassinant lâchement leurs frères et leurs sœurs en humanité, aux lanceurs de roquettes et de bombes qui tuent aveuglément, à ceux et celles qui croient que la vengeance est la seule manière de remporter une victoire.

J'en appelle à la force de résister des artisans et des artisans de paix pour qu'elles et qu'ils ne baissent pas les bras pour que face aux impasses auxquelles



conduisent le non-dialogue, les discriminations et le non-respect des droits des personnes et des peuples, ils trouvent au plus profond de leur commune humanité

ce qui permet de détruire les murs de haine, de tisser des liens en vue des réconciliations indispensables et urgentes, d'appréhender à partager, à ne pas ac-

caparer, à ne pas vouloir exclure d'offrir à toutes et tous une terre où il fait bon vivre ensemble sans peurs. Telle est ma prière.

Maurice Gardiol

Honneur perdu

Genève, 12 octobre Les jeunes Palestiniens continuent à grandir sous la propagande de la libération de la Palestine par l'extermination des juifs. Un bon juif est un juif mort, se disent-ils. Cet endoctrinement sur un demi-siècle a créé des mouvements de plus en plus extrêmes tels que le Hamas. Or ceux qui pensent que le Hamas va libérer la Palestine pour les Palestiniens se trompent grandement, car son but est leur utilisation à des fins militaires-stratégiques, assurant un futur non pas pour les Palestiniens, mais pour leur propre gloire et pérennité dans la région. Peu importe au Hamas la vie des Palestiniens; pour preuve, les jeunes ont d'abord été utilisés lors des attentats suicides; rappelez-vous ceux qui se faisaient exploser au milieu d'une foule en Israël ou ailleurs, et à qui ils avaient promis la gloire posthume et l'honneur de mourir en «martyrs». Aujourd'hui, les jeunes sont utilisés pour assassiner; ce qui leur permet de sortir de

la posture habituelle de la victime. Le signe de la victoire que les jeunes Palestiniens affichaient à chaque défaite, car l'endoctrinement leur avait assuré que le week-end dans le Néguev est d'une horreur absolue et doit être absolument condamné mais suscite une question fondamentale: où étaient les forces de l'ordre censées défendre la frontière le long de Gaza? Peut-être un peu trop nombreuses en Cisjordanie, à défendre les colonies illégales voulues par le gouvernement actuel, poussant au désespoir bon nombre de Palestiniens dépouillés illégalement de leur terre. Pour mémoire, la Suisse est une nation neutre, indépendante, dont les dirigeants réfléchissent, analysent et décident en connaissance de cause, sans précipitation et avec sagesse. Cette politique a souvent été louée par de nombreuses nations, permettant ainsi à notre pays de jouer les bons offices, voire les négociateurs dans de nombreux conflits internationaux paraissant insolubles.

Shiva Rihai

Nation neutre

Carouge, 11 octobre Je ne reviendrai pas sur les propos parus ce jour de l'auteur de la «lettre ouverte à Ignazio Casasis» concernant notre ministre des Affaires étrangères. Que ce lecteur se permette de sous-entendre une «perte de raison» de

notre ministre est certainement dicté par un dogmatiste exacerbé, propre à une droite israélienne sous l'égide de Monsieur Netanyahu. Ce qui s'est passé ce week-end dans le Néguev est d'une horreur absolue et doit être absolument condamné mais suscite une question fondamentale: où étaient les forces de l'ordre censées défendre la frontière le long de Gaza? Peut-être un peu trop nombreuses en Cisjordanie, à défendre les colonies illégales voulues par le gouvernement actuel, poussant au désespoir bon nombre de Palestiniens dépouillés illégalement de leur terre. Pour mémoire, la Suisse est une nation neutre, indépendante, dont les dirigeants réfléchissent, analysent et décident en connaissance de cause, sans précipitation et avec sagesse. Cette politique a souvent été louée par de nombreuses nations, permettant ainsi à notre pays de jouer les bons offices, voire les négociateurs dans de nombreux conflits internationaux paraissant insolubles.

Yves Bourquin

Migrants

Genève, 6 octobre Quelle prétention que celle de ce lecteur qui définit la démocratie par la conformité à ses propres opinions, dans sa lettre parue le 6 octobre sous le titre «Non merci!» Un courant qui veut que le droit de vote serait antidémocratique parce qu'il n'est pas conféré aux migrants. Distinguer le citoyen du non-citoyen reviendrait à «construire une société hiérarchisant les personnes sur la base de leur origine». Aussitôt votre lecteur colle sur ces horribles patriotiques l'étiquette infâme d'extrême droite. Pire: ces gens ne devraient même pas avoir accès aux Chambres fédérales. Sans doute suis-je quelque peu atardé en pensant que la démocratie est le régime de l'ouverture d'esprit, des débats, de la pluralité des opinions, du respect de l'interlocuteur. Notre régime a le mérite, parmi tant d'autres, que l'auteur de cette lettre ne soit pas candidat au Conseil national. Je ne le pleure pas.

Alain Marti

Suisse-UE: la jeunesse a besoin d'un horizon

L'invité Fabien Crelier

Enseignant à Genève*



La campagne électorale des fédérales bat son plein et dirige, à juste titre, les projecteurs sur la politique de la santé, le pouvoir d'achat des citoyens et les problématiques énergétiques, mais la thématique des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) peine à se faire entendre. Le Centre, parti profondément imprégné des valeurs démocrates-chrétiennes, se souvient qu'il est l'héritier d'une famille politique qui a créé l'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec des figures comme Robert Schumann, Konrad Adenauer ou Alcide De Gasperi. Le Centre veut donc une Suisse ouverte sur le monde et souveraine. Une collaboration renforcée avec l'UE ne

limitera pas la souveraineté de la Suisse, elle la renforcera au contraire. La jeunesse de ce pays a tout à gagner d'un rapprochement avec les institutions de Bruxelles favorisant les échanges d'étudiants comme Erasmus+.

Malheureusement, depuis 2014, la Suisse ne peut prendre part aux activités de ce programme qu'avec un statut de pays tiers. Nous finançons une «solution suisse» pour pallier cette absence qui nous coûte plus cher qu'une participation pleine et entière et qui limite les perspectives pour les étudiants. Alors que le Royaume-Uni vient d'être officiellement réintégré au programme Horizon Europe doté de 95,5 milliards d'euros sur six ans (2021-2027) pour la coopération scientifique, la Suisse reste en dehors de ce projet. Les milieux de la recherche tirent la sonnette d'alarme, l'industrie des medtech en Suisse commence notamment à en ressentir durement les conséquences.

Bien que l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) ait confirmé récemment son excellent classement mondial au ranking de Shanghai des universités (20^e rang), son recteur, Günther Dissertori, disait récemment dans une interview à Swissinfo son souci pour l'avenir de son institution au regard de cette exclusion du programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation. (...) À l'image de l'EPFZ, c'est toute la place scientifique suisse qui risque de perdre de l'influence et qui souffre déjà de la mise à l'écart de la Suisse.

On peut critiquer le fonctionnement actuel de l'UE, pointer du doigt sa technocratie, mais il faut saluer son regain d'influence diplomatique et sa prompt réaction suite à l'agression russe en Ukraine. L'UE reste la seule institution qui peut valablement défendre les intérêts du continent entier et de ses valeurs, proposer les solutions les plus efficaces pour

relever les défis climatiques ou numériques. Tourner le dos à ce grand frère sous prétexte qu'il n'est pas parfait n'est pas une politique d'avenir. L'union des volontés, des énergies et des intelligences avec notre premier partenaire économique, notre voisin qui partage les mêmes valeurs démocratiques et culturelles, ne peut que nous profiter à moyen et long termes. Il faut absolument que notre pays retrouve le plus vite possible des relations équilibrées avec l'UE. En ce sens, le Conseil fédéral devrait entamer dans les plus brefs délais des négociations pour sécuriser l'accès facilité de la Suisse au marché intérieur et garantir notre pleine participation aux programmes de coopération européens, notamment les programmes Horizon Europe pour nos chercheurs et scientifiques et Erasmus+ pour nos étudiants.

* Candidat au Conseil national (Le Centre, liste N° 6)